

# Cherche logement pour ceux qui n'ont plus rien

**SANS-PAPIERS** L'association 100 pour 1 toit a déjà aidé plusieurs familles. Elle cherche des solutions pour trois nouvelles déboutées du droit d'asile

**Kharinne Charov**  
k.charov@sudouest.fr

L'association 100 pour 1 toit en Pays rochefortais ne se contente pas de bonnes intentions, elle agit. Née en novembre 2018 et réunissant une centaine de membres, elle a permis à trois familles, sans papiers la plupart du temps, de bénéficier d'un toit. Rappelons le principe. Après avoir adhéré (5 euros par an), les participants s'engagent à verser 5 euros minimum par mois pour payer le loyer de familles sans solution d'hébergement. Ces donateurs bénéficient d'une déduction fiscale de 66 % puisque l'association est d'intérêt général.

## Aide avant autonomie

C'est une façon concrète de venir en aide à des familles souvent étrangères et en fin de droit, pour les remettre sur le chemin de l'autonomie, en participant aux frais dès qu'elles gagnent un peu d'argent, par exemple. Souvent déboutées du droit d'asile, elles trouvent ainsi un argument supplémentaire pour être régularisées.

Pour l'heure donc, trois familles sont hébergées à Rochefort. L'une albanaise, dans les HLM de Salaneuve, grâce à Emmaüs qui verse une partie du loyer et a accueilli le papa comme compagnon. L'autre du Kosovo qui est logée chez un bailleur particulier. Et la dernière d'Arménie, logée d'abord au presbytère de Rochefort puis chez un propriétaire privé à Surgères. Toutes ont des enfants scolarisés et pourraient voir leurs papiers régularisés.

Dans le parcours du combattant sur le chemin du droit d'asile, c'est un premier pas. S'y ajoutent le recours à l'épicerie solidaire La Boussole, l'atelier personnalisé d'individualisation des savoirs de l'Aapiq et l'allocation départementale de 100 euros par mois. Mais c'est insuffisant bien sûr. « Nous ne

savons pas combien de familles auraient besoin de ce dispositif », confie Alain Simon du 100 pour 1 toit.

## Trois familles dans l'urgence

L'association aimerait faire plus. À commencer par aider cette famille géorgienne de quatre personnes qui dort dans sa voiture dans le centre-ville... L'attention de 100 pour 1 toit se porte également sur deux autres familles et tente de leur trouver des solutions de relogement.

La première est originaire d'Albanie et compte trois enfants dont un majeur. À Rochefort depuis trois ans, elle est logée dans un appartement du Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) à Bois-Bernard mais n'y a plus droit, déboutée qu'elle est du droit d'asile.

Pour l'heure, la préfecture propose une solution temporaire dans un hôtel à Saujon et Franko et Zana ont pris un avocat pour

contester l'interdiction qui leur a été notifiée de retour sur le territoire français.

« Nous avons lancé une pétition pour trouver un logement à cette famille d'autant que la maman a un problème de santé qui l'a amenée à être hospitalisée depuis un mois », explique Marie-claire Deguy, trésorière de 100 pour 1 toit.

L'autre famille est arménienne et loge, avec ses trois enfants, dans un logement du Cada à la Gélinerie. Déboutée du droit d'asile, elle doit quitter les lieux elle aussi. Arma et Irina sont très impliqués dans les associations et leurs enfants suivent leurs études avec succès.

## De l'acharnement ?

Pour ces deux familles assignées à résidence, 100 pour 1 toit a lancé une pétition (1) qui requiert 500 signatures et a écrit au préfet en demandant la clémence et l'autorisation de rester dans le logement actuel. Cinq autres associations

sont signataires des courriers : La Boussole, le CCFD, La Ligue des droits de l'Homme, l'Aapiq et la Croix Rouge.

Toutes veulent dénoncer « l'acharnement de l'État qui n'écoute pas ce qui est ressorti des États généraux des migrations » et l'économie parallèle autour des migrants ; elles militent aussi pour la liberté de circulation et une implication plus grande des municipalités. « De toute façon, ces personnes ne reviendront pas dans leur pays car chez elles, c'est toujours pire qu'en France », commente Solange Valon de 100 pour 1 toit.

Ces militants déplorent que « la France comme terre d'asile, c'était le monde d'avant ». Et pourtant, on avait dit qu'on passait au monde d'après, non ?

(1) Pour signer la pétition : <http://chng.it/SC6yyyzXfQ> ou par mail [100pour1toit.pr@gmail.com](mailto:100pour1toit.pr@gmail.com)



Alain Simon, Marie-Claire Deguy et Solange Valon de 100 pour 1 toit en Pays rochefortais. PHOTO K. C.